

Madame Catherine COLONNA
Ministre de l'Europe et des Affaires
Etrangères,
37 Quai d'Orsay, 75007 PARIS

Angers, le 22 juin 2023.

Madame la ministre,

J'ai rencontré à Angers les membres de l'association France-Kivu, très impliqués au niveau local, qui ont souhaité m'alerter sur la dégradation de la situation humanitaire dans cette région de la République Démocratique du Congo (RDC).

Le Kivu est une région de la RDC qui connaît depuis 1994, une instabilité chronique liée au génocide dans le Rwanda voisin. Cette région, dont le sous-sol est très convoité pour ses richesses minérales telles que le coltan, l'or et le diamant, subit de grandes souffrances depuis la fin du génocide rwandais. Les deux guerres du Congo entre 1996 et 2003 ont banalisé l'extrême violence envers les populations civiles. Depuis le début de la guerre du Kivu en 2003 qui fait suite aux conflits précédents, des seigneurs de guerres et miliciens, sur fond de tensions ethniques et politiques, s'affrontent pour le contrôle des ressources de cette région. Ces affrontements ont engendré de larges mouvements de populations fuyant les viols et massacres perpétrés par ces forces armées.

Denis Mukwege surnommé « l'homme qui répare les femmes », a obtenu son diplôme de gynécologie à la faculté de médecine d'Angers. Il a reçu le prix Nobel de la paix en 2018 pour sa volonté de sensibiliser la communauté internationale aux violences faites aux femmes et aux enfants. Des amis, soutiens et collègues de Monsieur Mukwege ont créé l'association angevine France-Kivu qui me sollicite à ce jour. La cité délibérée des organisations internationales face à ce conflit est un phénomène alertant quant à la sécurité des civils qui subissent actuellement les horreurs de cette guerre.

Vous l'aurez compris, le Kivu et sa population sont abandonnés par le Gouvernement congolais et plus généralement, par la communauté internationale. Ainsi, je vous demande quelle est la position du gouvernement français face à ces violations des droits de l'Homme et quelles pourraient être les solutions pour traduire ces criminels de guerre devant une justice internationale.

Je vous prie d'agréer, Madame la ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, mes salutations distinguées.

François GERNIGON,
député de Maine-et-Loire

Monsieur le Député,

Par courrier en date du 22 juin dernier, à la suite de vos échanges avec l'association France-Kivu, vous avez souhaité appeler mon attention sur la situation humanitaire au Kivu en République démocratique du Congo (RDC). Je vous en remercie.

La France est vivement préoccupée par la situation à l'est de la République démocratique du Congo. Elle condamne les violences commises à l'encontre des civils par toutes les forces en présence. Elle fait, comme vous, le triage constant de la trop faible mobilisation internationale pour venir en aide aux populations de ces régions.

Ce sujet a été au cœur du déplacement du Président de la République à Kinshasa du 3 au 5 mars 2023. Il a souhaité appeler l'attention de la communauté internationale sur une « tragédie qui, depuis près de 30 ans, ne s'est jamais véritablement éteinte » et sur les « centaines de milliers de Congolais (qui) vivent, revivent le cauchemar de la guerre ». Le Chef de l'Etat et notre diplomatie sont mobilisés pour appuyer une solution diplomatique aux conflits et tensions dans la région. Nous soutenons en particulier les processus régionaux de Nairobi et de Luanda, qui doivent déboucher sur la démobilisation des groupes armés actifs dans la zone.

La France se mobilise également pour apporter un soutien concret aux populations victimes de cette crise. L'effort humanitaire de la France a été considérablement accru, avec une aide exceptionnelle de 34 millions d'euros en 2023, qui s'ajoutent aux 14 millions d'euros versés en 2022, permettant de financer des projets humanitaires, portés par les agences humanitaires des Nations unies ainsi que des organisations non gouvernementales, au bénéfice des populations vulnérables des trois provinces de l'est de la RDC. Les fonds ont permis de répondre aux besoins des populations en matière de protection, en particulier des femmes et des enfants, d'aide alimentaire, d'accès à l'eau et aux services d'assainissement, ainsi qu'en matière de soins et de santé sexuelle et reproductive.

En outre, à l'initiative de la France, l'Union européenne a mis en place un post aérien humanitaire à destination de Goma en mars et avril 2023. Sur les sept rotations aériennes effectuées, permettant l'acheminement de 260 tonnes de fournitures essentielles, quatre ont été financées directement par la France. L'Union européenne se mobilise aussi pour les populations de la RDC avec près de 80 millions d'euros d'aide humanitaire en 2023.

Monsieur François GERNIGON
Député de Maine-et-Loire
Assemblée nationale
126 rue de l'Université
75007 PARIS